



AUTOUR DE L'ENVIRONNEMENT

ENQUÊTE RÉGIONALE AUPRÈS DES JEUNES ACCOMPAGNÉS PAR LES MISSIONS LOCALES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

SOMMAIRE

Sentiment d'information	2
Perception des risques pour la santé	4
Comportements	6
Synthèse	8
Méthodologie	8

L'enquête auprès des jeunes accompagnés par les Missions Locales dans les Hauts-de-France a pour objectif d'établir un diagnostic de l'état de santé de ce public en situation de vulnérabilité sociale, à partir de différents axes, allant de la santé physique à la santé mentale, en passant par les habitudes de vie.

Le sentiment d'information et la perception qu'ont les jeunes accompagnés par les Missions Locales de leur environnement et de ses effets sur la santé, ainsi que les profils des plus fragiles, sont ici mis en lumière à travers différents indicateurs.

SENTIMENT D'INFORMATION

Les jeunes accompagnés par les Missions Locales dans les Hauts-de-France ont été interrogés sur le sentiment qu'ils avaient du niveau d'information sur différents thèmes liés à l'environnement, ainsi que sur les éventuels effets sur la santé. Ils pouvaient indiquer se sentir plutôt bien informés, plutôt mal informés ou ne jamais en avoir entendu parler. Selon le thème abordé, les réponses varient drastiquement (cf. graphique ci-dessous).

Certaines problématiques environnementales encore peu connues...

Parmi la liste proposée, les perturbateurs endocriniens présentent, de loin, la plus forte part de jeunes indiquant ne jamais en avoir entendu parler (44,6 %) ; au total, moins d'un jeune sur cinq (17,3 %) a le sentiment d'être plutôt bien informé. La pollution de l'air intérieur arrive en seconde position des thématiques les moins connues, avec un jeune sur six qui indique ne jamais en avoir entendu parler (16,2 %) et un peu plus d'un tiers se sentir plutôt bien informé (35,4 %).

À l'inverse, les thématiques qui présentent les parts les plus élevées de jeunes s'estimant plutôt bien informés sont les « ondes électromagnétiques (téléphones portables, antennes relais, wifi...) », la « pollution de l'air extérieur et le changement climatique », et le « bruit », par respectivement 63,4 %, 60,3 % et 59,0 % des jeunes.

...avec des spécificités suivant le sexe

Les femmes sont plus nombreuses à déclarer se sentir mal informées ou ne jamais avoir entendu parler des effets de la pollution de l'air extérieur et du changement climatique (42,5 % contre 38,3 % chez les hommes), ainsi que sur les effets du bruit (45,2 % contre 37,4 %).

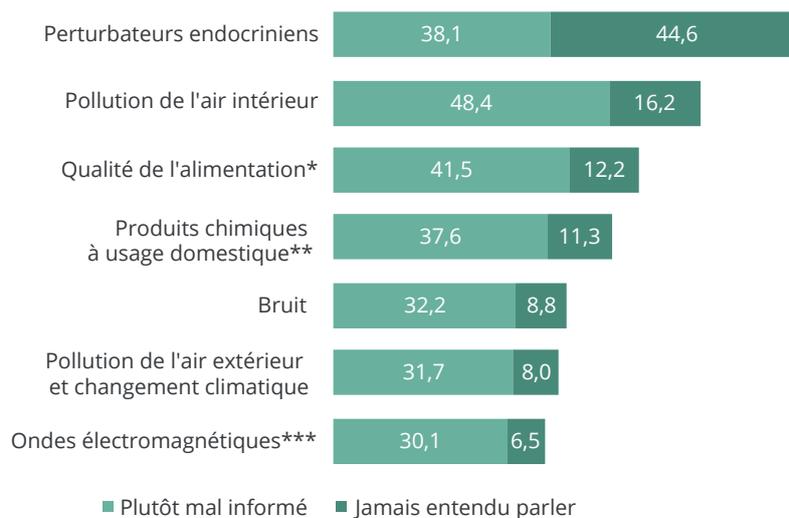
À l'inverse, les hommes se sentent moins bien renseignés sur les perturbateurs endocriniens (85,3 % contre 81,1 % chez les femmes), les produits chimiques à usage domestique (51,3 % contre 47,4 %), ainsi que les ondes électromagnétiques (38,7 % contre 34,6 %).

Les plus jeunes et les moins diplômés ont le sentiment d'être moins informés

Les mineurs sont plus nombreux à avoir le sentiment d'être moins bien informés que leurs aînés. Les différences les plus marquées concernent les perturbateurs endocriniens ; les jeunes mineurs sont 89,5 % à dire être mal informés, voire ne jamais en avoir entendu parler, contre 73,1 % des jeunes de 24 ans et plus. De même, les plus jeunes sont 71,4 % à mal connaître les effets de la pollution de l'air intérieur contre 62,9 % des plus âgés, et 48,6 % des mineurs disent ne pas être suffisamment avisés des effets du bruit contre 40,4 % à partir de 24 ans.

Les écarts sont encore plus prononcés suivant le niveau de diplôme, et notamment pour l'air extérieur et le changement climatique, pour lesquels les jeunes sans diplôme sont 51,2 % à être mal informés contre 34,6 % des diplômés avec au moins le baccalauréat, ou encore la qualité de l'alimentation, mal connue de 64,9 % des non-diplômés contre 49,0 % des bacheliers et des diplômés du supérieur.

SENTIMENT D'INFORMATION SUR CERTAINS SUJETS ENVIRONNEMENTAUX, ET LEURS ÉVENTUELS EFFETS SUR LA SANTÉ (%)



* présence de pesticides, de métaux lourds, de contaminants chimiques...

** produits ménagers, de jardinage.

*** téléphones portables, antennes relais, wifi...

La part de jeunes déclarant être plutôt bien informés n'est pas représentée pour plus de lisibilité.

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S



ZOOM INFRARÉGIONAL

Aucune différence significative de niveau d'information n'est relevée entre les jeunes accompagnés dans la Sambre-Avesnois-Thiérache et ceux du reste de la région. Les jeunes du Bassin minier sont légèrement plus nombreux à indiquer ne pas être suffisamment informés sur les perturbateurs endocriniens (84,7 %) et sur la qualité de l'alimentation (59,3 %).

À l'échelle départementale, les jeunes de l'Aisne sont moins nombreux à dire manquer d'information sur la qualité de l'alimentation, le bruit et la pollution de l'air extérieur. À l'inverse, les jeunes accompagnés dans le Pas-de-Calais sont moins bien informés sur les deux premières thématiques (55,7 % et 42,5 % respectivement) ainsi que sur les effets de la pollution de l'air intérieur (65,3 %), également peu connus dans l'Oise (66,6 %).

Plus d'un jeune sur sept mal informé sur tous les sujets cités

Il est à noter que 15,3 % des jeunes se disent mal informés de chacun des thèmes listés, voire n'en ont jamais entendu parler (cf. page précédente). Cette part est similaire chez les femmes et les hommes et ne varie pas significativement en fonction de l'âge. En revanche, elle est plus élevée chez les jeunes n'ayant aucun diplôme (20,7 %) ou chez ceux titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (17,3 %), que chez ceux ayant un niveau d'études intermédiaire (14,2 % des non-bacheliers et 13,1 % des bacheliers).

Pour les jeunes qui ont indiqué être plutôt bien informés sur les différents thèmes liés à l'environnement¹, ainsi que sur les éventuels effets sur la santé, il leur a été demandé par quel(s) biais ils avaient eu ces informations. Les propositions qui leur ont été faites figurent dans le graphique ci-contre. Les jeunes avaient la possibilité, via un champ libre, d'ajouter d'autres items.

Les réseaux sociaux comme source d'information principale...

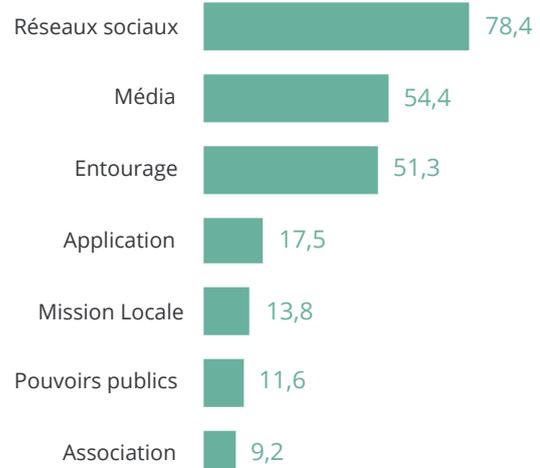
Parmi les jeunes déclarant être bien informés sur au moins une thématique environnementale abordée dans le questionnaire¹ (cf. graphique page précédente), près de quatre sur cinq affirment avoir eu ces informations par le biais des réseaux sociaux. Les médias et l'entourage arrivent en deuxième et troisième position, avec une part similaire, de l'ordre d'un jeune sur deux. Les applications, la Mission Locale, les pouvoirs publics et les associations sont cités par moins d'un jeune sur cinq, voire un jeune sur dix. Outre ces propositions de sources d'information faites aux jeunes, certains citent leurs études, soulignant le fait que les jeunes ayant un niveau de diplôme supérieur se sentent en moyenne mieux informés sur ces sujets que leurs homologues non-diplômés.

...et ce quel que soit le profil des jeunes

Tandis que les parts de jeunes tirant leurs informations des réseaux sociaux, de leur entourage ou des pouvoirs publics ne varient pas significativement selon le profil (sexe, classe d'âge et niveau de diplôme) des jeunes, les médias, les applications, et les associations sont plus souvent cités par les hommes (respectivement 57,6 %, 19,2 % et 10,7 %) que par les femmes (50,4 %, 15,0 % et 7,0 %).

De plus, alors que la part de jeunes se renseignant par l'intermédiaire des médias augmente avec le niveau de diplôme (37,3 % des non-diplômés, 47,7 % des jeunes avec

SOURCES D'INFORMATION SUR LES SUJETS ENVIRONNEMENTAUX* (%)



** parmi les jeunes déclarant être bien informés sur au moins une thématique environnementale abordée dans le questionnaire, à savoir : effets sur la santé de la pollution de l'air intérieur et extérieur, des perturbateurs endocriniens, de la qualité de l'alimentation, des produits chimiques à usage domestique, du bruit et des ondes électromagnétiques.*

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

un diplôme inférieur au bac, 64,0 % des bacheliers et 71,4 % de ceux diplômés de l'enseignement supérieur), celle tirant des enseignements de la Mission Locale suit le schéma inverse (respectivement 16,8 %, 16,1 %, 11,7 % et 8,0 % selon le niveau de diplôme).

¹ Effet sur la santé de la pollution de l'air intérieur et extérieur, des perturbateurs endocriniens, de la qualité de l'alimentation, des produits chimiques à usage domestique, du bruit et des ondes électromagnétiques.

PERCEPTION DES RISQUES POUR LA SANTÉ

Les jeunes accompagnés par les Missions Locales dans les Hauts-de-France ont été interrogés sur leur perception des risques pour leur santé et celle de leur entourage de différents thèmes liés à l'environnement (cf. graphique ci-dessous). Pour chaque thématique proposée, les jeunes avaient la possibilité de graduer leur perception sur une échelle de quatre modalités : risque très élevé, risque plutôt élevé, risque plutôt faible et risque très faible - ou d'indiquer « je ne sais pas ».

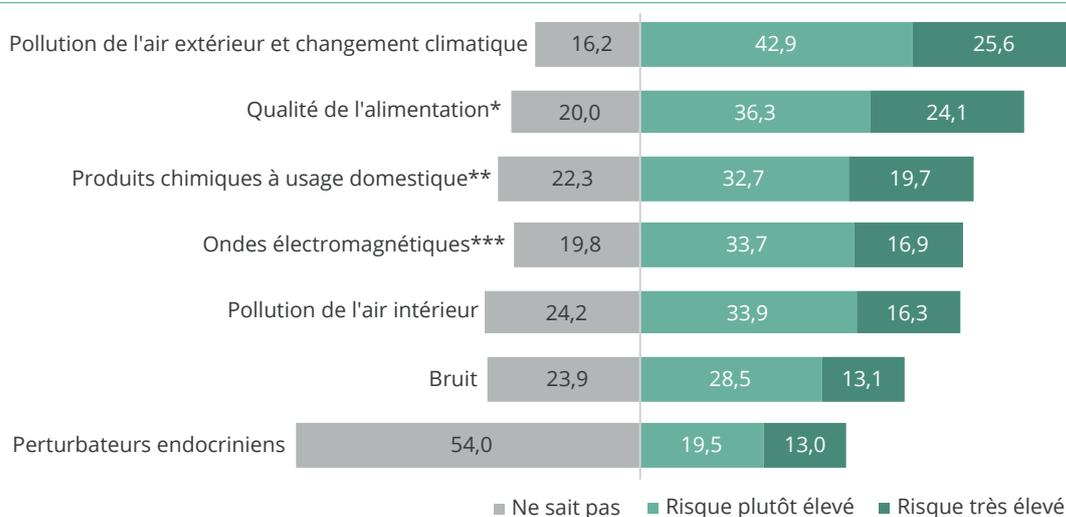
La pollution de l'air extérieur et le changement climatique vus comme le premier facteur environnemental pouvant induire un risque pour la santé

Quel que soit leur niveau de connaissance sur les différentes thématiques abordées, il a été demandé aux jeunes si, selon eux, ces problématiques pouvaient induire un risque pour leur santé et celle de leur entourage.

La part de jeunes ne se prononçant pas sur les éventuels risques pour la santé est de l'ordre de 20 %/25 %, quelle que soit la thématique abordée, hormis pour les perturbateurs endocriniens où elle est particulièrement élevée. En effet, sur ce dernier sujet, plus d'un jeune sur deux (54,0 %) préfère ne pas se prononcer, rejoignant le fait qu'ils étaient très nombreux à indiquer être mal informés, voire ne pas connaître du tout, la problématique liée à ces substances.

Le sujet pour lequel les jeunes sont les plus nombreux à dire qu'il y a un risque sanitaire est la pollution de l'air extérieur et le changement climatique. En effet, près de deux jeunes sur trois indiquent que cette pollution induit un risque plutôt élevé, voire très élevé, pour leur santé et celle de leur entourage. Les réponses sont assez proches pour la présence de contaminants dans les denrées alimentaires. En revanche, la pollution de l'air intérieur est moins souvent jugée dangereuse : pour un jeune sur deux, comme les produits chimiques à usage domestique ou encore les ondes électromagnétiques. Le bruit arrive en avant-dernière position, avec environ deux jeunes sur cinq affirmant qu'il peut présenter un risque pour la santé.

PERCEPTION DES RISQUES POUR LA SANTÉ INDUITS PAR DIFFÉRENTS FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX (%)



* présence de pesticides, de métaux lourds, de contaminants chimiques...

** produits ménagers, de jardinage.

*** téléphones portables, antennes relais, wifi...

La part de jeunes déclarant que le risque pour la santé est plutôt faible ou très faible n'est pas représentée pour plus de lisibilité.

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S



ZOOM INFRARÉGIONAL

La perception des risques liés aux différents facteurs environnementaux évoqués ne diffère pas entre les jeunes accompagnés dans le Bassin minier, dans la Sambre-Avesnois-Thiérache et dans le reste de la région.

En revanche, à l'échelle départementale, les jeunes accompagnés dans le Pas-de-Calais perçoivent moins de risques sanitaires liés à la qualité de l'alimentation (56,6 % disent que le risque est plutôt ou très élevé), aux ondes électromagnétiques (52,9 %) et aux perturbateurs endocriniens (28,6 %) que la moyenne régionale. C'est également le cas pour les jeunes de l'Oise pour la qualité de l'alimentation (57,1 %) et des jeunes du Nord pour la pollution de l'air extérieur et le changement climatique (66,0 %). À l'inverse, les jeunes accompagnés dans l'Aisne sont plus nombreux à dire que le bruit ou les perturbateurs endocriniens peuvent induire un risque important pour la santé.

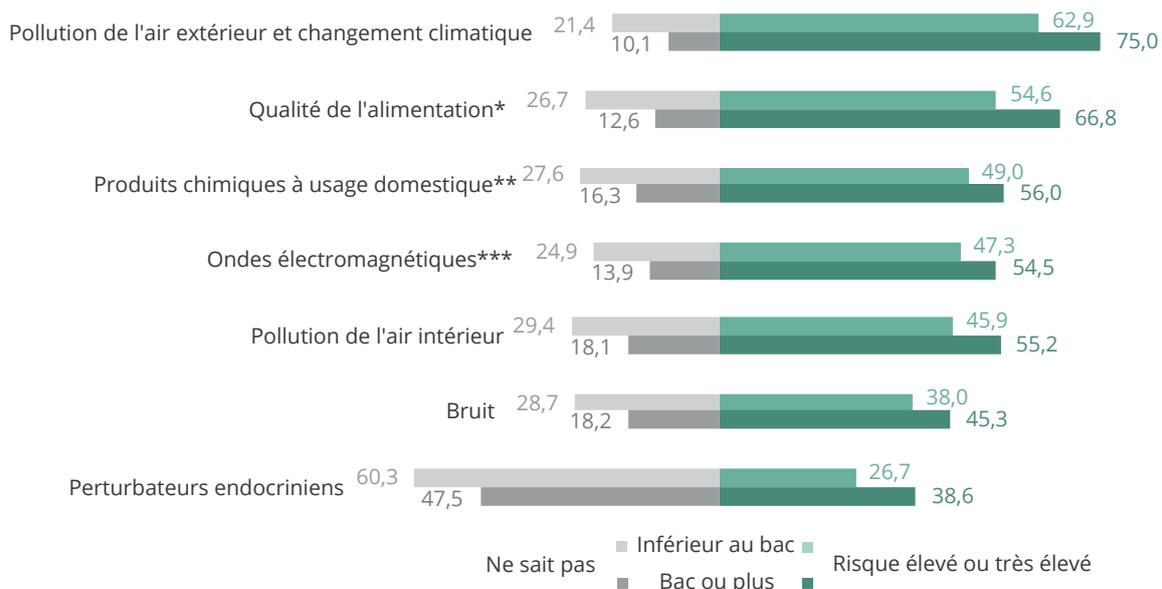
Un risque perçu comme plus élevé par les femmes et les plus diplômés

Globalement, les femmes sont proportionnellement plus nombreuses à déclarer que les facteurs environnementaux peuvent induire un risque élevé ou très élevé pour la santé que les hommes, hormis pour la pollution de l'air extérieur et le changement climatique, et pour le bruit. Ces deux problématiques sont perçues de manière similaire, quel que soit le sexe. Les différences sexuées sont particulièrement prononcées pour les produits chimiques à usage domestique (56,2 % des femmes perçoivent un risque élevé contre 48,4 % des hommes), les ondes électromagnétiques (59,0 % contre 43,1 %) et les perturbateurs endocriniens (36,9 % contre 27,6 %).

L'âge n'intervient que peu dans la perception des risques environnementaux, excepté pour les ondes électromagnétiques et le bruit, qui sont moins vus comme dangereux par les mineurs que par leurs aînés. Ainsi, 35,4 % et 28,7 % des mineurs déclarent respectivement que les ondes et le bruit présentent un risque élevé pour leur santé et celle de leur entourage ; ces pourcentages sont de l'ordre de 50 % et 40 % dans les autres classes d'âge.

Pour tous les sujets abordés, la part de jeunes percevant un risque important pour la santé augmente avec le niveau de diplôme, et ce notamment en raison du fait que les jeunes les moins diplômés ne savent pas se prononcer sur ces sujets (cf. graphique ci-dessous).

PERCEPTION DES RISQUES POUR LA SANTÉ INDUITS PAR DIFFÉRENTS FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX SELON LE NIVEAU DE DIPLÔME (%)



* présence de pesticides, de métaux lourds, de contaminants chimiques...

** produits ménagers, de jardinage.

*** téléphones portables, antennes relais, wifi...

La part de jeunes déclarant que le risque pour la santé est plutôt faible ou très faible n'est pas représentée pour plus de lisibilité.

COMPORTEMENTS

Certaines actions réalisées régulièrement pour améliorer la qualité de l'environnement, d'autres peu communes

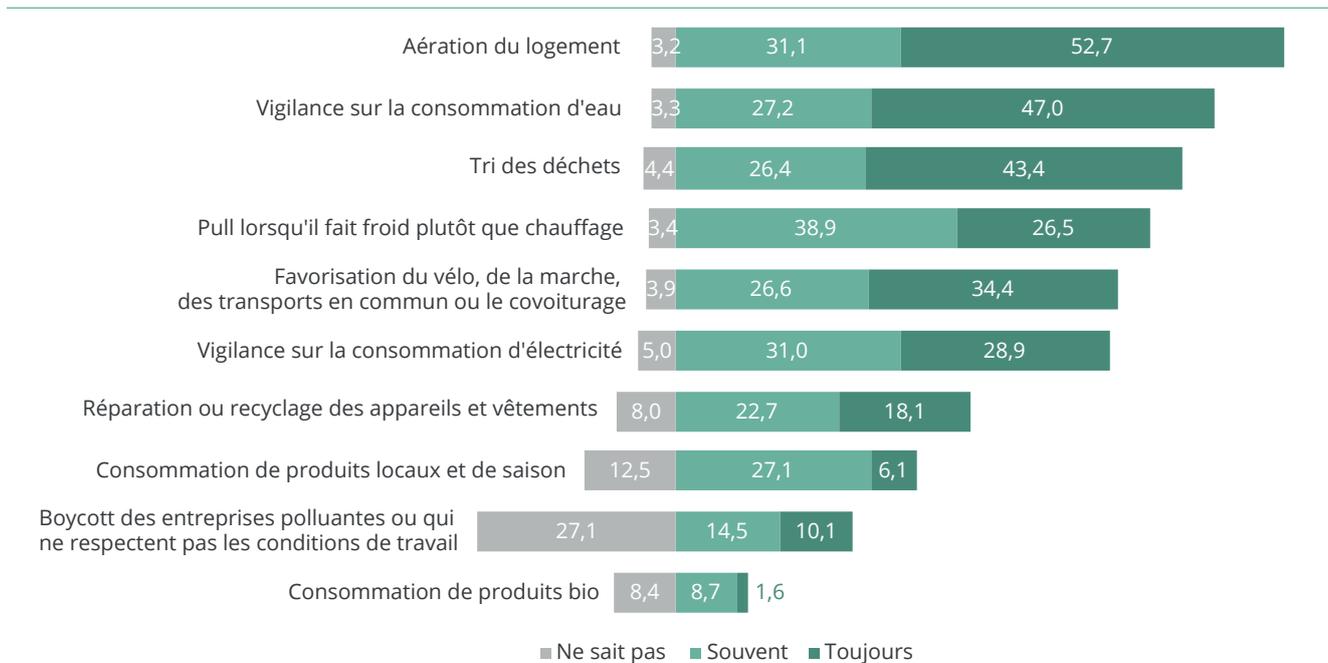
Les jeunes accompagnés par les Missions Locales dans les Hauts-de-France ont été interrogés sur la fréquence à laquelle ils font certaines actions visant à améliorer la qualité de leur environnement (cf. graphique ci-dessous).

Tandis que certaines actions sont réalisées régulièrement par une majorité de jeunes - par exemple, plus de quatre jeunes sur cinq mentionnent aérer leur logement souvent, voire toujours - d'autres sont bien moins répandues. La consommation régulière de produits bio ne concerne ainsi qu'un jeune sur dix. Il est à noter que certaines actions remportent de nombreux « je ne sais pas ». C'est par exemple le cas du « boycott des entreprises polluantes ou qui ne respectent pas l'environnement et les conditions de travail » (27,1 %).

De même, respectivement 12,5 % et 8,4 % des jeunes ne savent pas s'ils consomment des produits locaux et de saison, ou des produits bio, car ils ne font pas leurs courses ou ne cuisinent pas.

Quoi qu'il en soit, plusieurs actions sont réalisées régulièrement par plus d'un jeune sur deux : faire attention à sa consommation d'eau (par exemple, couper l'eau pendant le brossage de dents) et d'électricité (couper les appareils électriques), trier ses déchets, mettre un pull lorsqu'il fait froid au lieu de mettre le chauffage, ou encore favoriser le vélo, la marche, les transports en commun ou le covoiturage.

ACTIONS POUR AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT (%)



La part de jeunes ne réalisant ces actions que de temps en temps, voire jamais, n'est pas représentée pour plus de lisibilité.

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

Des gestes pour l'environnement dépendants des profils

Tandis que certaines actions sont réalisées dans les mêmes proportions, quel que soit le sexe, certaines sont davantage le fait des femmes (vigilance sur la consommation d'électricité - 63,4 % -, recyclage - 43,5 % -, boycott des entreprises non respectueuses - 26,4 % -), d'autres des hommes (favoriser la mobilité verte - 64,3 % -, consommer bio - 11,6 % -).

Globalement, plus que l'âge, c'est le niveau de diplôme qui discrimine les actions pour préserver l'environnement. Les jeunes sans diplôme y sont moins sensibles que les plus diplômés. Ainsi, un facteur supérieur à 1,5 sépare le plus

souvent les parts de jeunes non-diplômés de ceux diplômés de l'enseignement supérieur. Ces derniers sont ainsi plus nombreux à se soucier régulièrement de réparer ou recycler leurs affaires (49,7 % des plus diplômés contre 31,7 % des non-diplômés), de boycotter les entreprises polluantes ou qui ne respectent pas l'environnement (29,3 % contre 18,6 %) ou encore de trier les déchets (87,0 % contre 55,4 %). L'écart est moins prononcé bien qu'existant pour la vigilance sur la consommation d'électricité (70,4 % contre 54,4 %), d'eau (85,2 % contre 68,6 %) ou encore le fait de mettre un pull plutôt que le chauffage (71,5 % contre 57,5 %).



ZOOM INFRARÉGIONAL

Dans le Bassin minier, seul le fait de réparer ou recycler les appareils ou vêtements est plus fréquemment déclaré que dans le reste des Hauts-de-France (47,1 % le font souvent, voire toujours).

Dans la Sambre-Avesnois-Thiérache, aérer son logement et mettre un pull plutôt que le chauffage sont plus fréquents que dans le reste de la région, mais la mobilité verte est moins souvent empruntée.

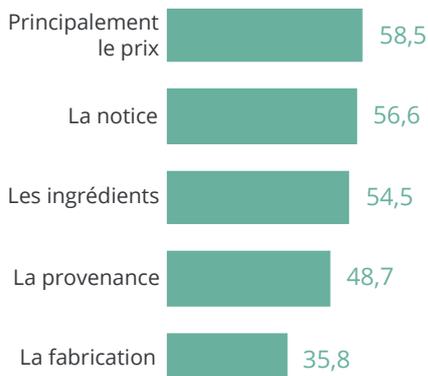
À l'échelle départementale, les jeunes accompagnés dans le Nord sont plus nombreux que la moyenne à régulièrement faire attention à leur consommation d'eau (77,4 %), à favoriser la mobilité verte (64,9 %), à recycler ou réparer leurs affaires (42,9 %), ou encore à boycotter les entreprises non respectueuses (27,8 %). Le recyclage/la réparation sont également plus retrouvés dans le Pas-de-Calais (44,2 %) qu'en moyenne dans les Hauts-de-France, à l'inverse de l'Oise (32,6 %). Dans ce département, la mobilité verte est moins empruntée (52,4 %), mais la consommation de produits bio est plus fréquente (13,8 %). Enfin, dans l'Aisne, l'aération régulière du logement est moins souvent citée que dans le reste de la région.

Les critères d'achat sont similaires dans le Bassin minier, la Sambre-Avesnois-Thiérache et le reste de la région.

Au sein des départements, l'Aisne compte plus de jeunes s'enquérant de la notice, et le Pas-de-Calais moins de la provenance des produits (46,1 %), qu'en moyenne dans les Hauts-de-France.



LORS DE L'ACHAT DE NOURRITURE, DE PRODUITS COSMÉTIQUES OU MÉNAGERS, REGARDER... (%)



Le prix comme premier critère lors des achats...

Lors de l'achat de nourriture, de produits cosmétiques ou de produits ménagers, plus de la moitié des jeunes dit regarder principalement le prix. Cependant, la notice, les ingrédients et, dans une moindre mesure, la provenance sont consultés par une part importante des jeunes (cf. graphique ci-contre). En revanche, la fabrication est une préoccupation moindre, ne concernant qu'un peu plus d'un jeune sur trois.

...notamment pour les jeunes sans diplôme

Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à indiquer regarder la notice lors de leurs achats (62,1 % contre 51,2 %). Les autres critères ne diffèrent pas significativement selon le sexe.

La vigilance sur la notice, les ingrédients ou encore la provenance et, dans une moindre mesure, la fabrication augmentent avec l'âge. De même, ces trois premiers critères sont bien plus consultés par les jeunes diplômés, tandis que les jeunes sans diplôme sont plus préoccupés par le prix (68,3 % contre 47,5 % chez les diplômés de l'enseignement supérieur).

SYNTHÈSE

La connaissance des risques sanitaires liés à l'environnement des jeunes accompagnés par les Missions Locales dans les Hauts-de-France est variable selon le type de risque. Si plus de trois jeunes sur cinq se disent bien informés sur les ondes électromagnétiques et la pollution de l'air extérieur, c'est le cas de moins d'un jeune sur cinq concernant les perturbateurs endocriniens. Par ailleurs, les jeunes disent tirer leurs connaissances sur ces sujets majoritairement des réseaux sociaux.

Compte tenu de leurs connaissances, les jeunes accompagnés par les Missions Locales sont relativement nombreux à affirmer que la pollution de l'air extérieur ou encore que les substances toxiques présentes dans l'alimentation puissent représenter un risque important pour la santé des uns et des autres. En revanche, bien que se disant majoritairement bien informés sur le sujet, ils sont moins d'un sur deux à dire que le bruit peut induire un risque sanitaire non négligeable.

Face à leur environnement, un certain nombre de jeunes prennent des précautions. Par exemple, plus d'un sur deux lit la notice ou les ingrédients lors de l'achat de nourriture, de produits cosmétiques ou ménagers.

De plus, pour améliorer la qualité de son environnement, la majorité aère son logement, trie ses déchets, est vigilante sur sa consommation d'eau ou de chauffage. En revanche, la consommation de produits bio, locaux ou de saison, ou encore la réparation ou le recyclage des appareils ou vêtements n'est pas une priorité pour la majeure partie des jeunes accompagnés par les Missions Locales.

Enfin, il est observé que, en ce qui concerne l'environnement et ses risques pour la santé, les plus jeunes, mais surtout les non-diplômés constituent un public particulièrement vulnérable, car moins informés et moins sensibilisés à ces sujets.

MÉTHODOLOGIE

L'enquête régionale réalisée auprès des jeunes accompagnés par les Missions Locales a pour objectif d'établir un diagnostic de la situation sanitaire de ce public en situation de vulnérabilité sociale, au travers de différents axes allant de la santé physique à la santé mentale, en passant par les habitudes de vie.

Un auto-questionnaire accessible sur smartphone par QR code a été mis à disposition des jeunes dans toutes les Missions Locales des Hauts-de-France. Après une première vague d'enquête de novembre 2023 à mai 2024, puis une seconde en juillet 2024, 2 612 questionnaires collectés dans trente-huit Missions Locales ont pu être exploités. Des résultats sont produits au niveau du département. Ainsi, l'échantillon compte

195 jeunes dans l'Aisne, 1 488 pour le Nord, 302 pour l'Oise, 484 pour le Pas-de-Calais et 94 pour la Somme ; 49 jeunes n'ont pas renseigné leur Mission Locale et, par extension, leur département. De plus, quelques résultats sont produits au niveau du Pacte pour la réussite de la Sambre-Avesnois-Thiérache (SAT) et du Bassin minier. Ces deux sous-échantillons comptent respectivement 249 et 504 jeunes.

Afin de présenter des résultats davantage représentatifs de la population de jeunes accompagnés par les Missions Locales dans la région, un calage sur marges a été réalisé : les résultats présentés sont pondérés en fonction du sexe, de la Mission Locale et du département dans lequel la Mission Locale est située.

La part de jeunes femmes accompagnées par les Missions Locales est de 46 % (et 54 % d'hommes). En termes de répartition par âge, un jeune sur dix est mineur (11 %), trois sur dix ont 18 ou 19 ans (31 %), un peu plus d'un quart a 20 ou 21 ans (27 %), près de deux sur dix ont 22 ou 23 ans (19 %) et un peu plus d'un jeune sur dix a 24 ans ou plus (13 %). Concernant le niveau de diplôme des jeunes accompagnés par les Missions Locales, 17 % n'en ont pas, 38 % ont un niveau inférieur au Bac, 33 % ont le Bac et 13 % ont un niveau supérieur au Bac.

Par ailleurs, sauf mention contraire, toutes les différences mentionnées dans ce document sont significatives au seuil de 5 %, après ajustement sur le sexe, l'âge, le niveau de diplôme et le département.

Pour plus d'informations, cf. plaquette intitulée « Profil des jeunes, méthodologie et résultats ».

Ce document, imprimé par l'Imprimerie Monsoie en février 2025, a été réalisé conjointement par Manon Couvreur, Nadège Thomas (OR2S), Zohra Boukabous, Dimitri Vast (Arefie) et Amandine Dejancourt (ARS Hauts-de-France).

Il a été mis en page par Sylvie Bonin (OR2S).

Il a été financé par l'ARS Hauts-de-France.

Les auteurs remercient les jeunes ayant répondu à l'enquête qui ont permis la réalisation de ce travail ainsi que les professionnels œuvrant au sein des Missions Locales.

Directeurs de publication : Patrick Dehen, Thomas Lhermitte, Hugo Gilardi et Pr Maxime Gignon.